



SOCIÉTÉ
FRANCOPHONE
de MÉDECINE
TROPICALE et SANTÉ
INTERNATIONALE

Congrès de la Société Francophone
de Médecine Tropicale
et Santé Internationale

22-24
MAI
2024

SANTÉ
EN MÉDITERRANÉE

Pathologies
Migrations
Environnement



S A I N T
R A P H A È L

PALAIS DES CONGRÈS



SOCIÉTÉ
FRANCOPHONE
de MÉDECINE
TROPICALE et SANTÉ
INTERNATIONALE

Congrès de la Société Francophone
de Médecine Tropicale et Santé Internationale

SANTÉ EN MÉDITERRANÉE

Pathologies • Migrations • Environnement

A VOS AGENDAS ! 22 - 24 MAI 2024

Organisation : Société Francophone de Médecine Tropicale et Santé Internationale (SFMTSI) et Sociétés partenaires du Nord et du Sud.

Lieu : Saint-Raphaël, Var, France, en présentiel et distanciel.

Ce congrès, dédié aux problématiques de santé dans le bassin méditerranéen francophone, ira largement au-delà des aspects médicaux et scientifiques.

Il fera l'objet de nombreuses communications et d'échanges sur :

- Les maladies transmissibles (infections émergentes, antibiorésistance...) et non transmissibles prioritaires,
- Les migrations et leurs conséquences sanitaires,
- Les pathologies liées au milieu marin, à sa pollution et à l'environnement,
- L'impact du changement climatique sur la santé en Méditerranée.

Le congrès est francophone

L'actualisation du programme et les modalités d'inscription seront disponibles sur le site de la SFMTSI www.societe-mtsi.fr





SOCIÉTÉ
FRANCOPHONE
de MÉDECINE
TROPICALE et SANTÉ
INTERNATIONALE

Congrès de la Société Francophone
de Médecine Tropicale et Santé Internationale

SANTÉ EN MÉDITERRANÉE

Pathologies • Migrations • Environnement

PARTENAIRE OR **4 500 € HT**

Espace (nu) d'exposition de 6m² - 1 Table & 2 chaises
Insertion d'une pub dans le programme final
Diffusion d'une diapositive publicitaire intersession
Sponsoring des cordons badges
3 badges exposants supplémentaires

PARTENAIRE ARGENT **3 500 € HT**

Espace (nu) d'exposition de 6m² - 1 Table & 2 chaises
Insertion d'une page de publicité dans le programme final
Diffusion d'une diapositive publicitaire intersession
Sponsoring des blocs notes et stylos
2 badge exposant supplémentaire

Sponsor 6m² **1 900 € HT**

Espace (nu) d'exposition de 6m² - 1 Table & 2 chaises - 2 badges exposants

AUTRES PARTENARIATS

Insertion d'une page de publicité dans le programme final 1 200 € HT

Diffusion d'une diapositive publicitaire intersession 1 200 € HT

Sponsoring des cordons badges 700 € HT
(sponsor exclusif – 300 cordons à fournir)

Badge exposant supplémentaire 70 € HT

Sponsoring blocs-notes et stylos 300 exemplaires à fournir

MODALITÉS DE PARTICIPATION :

Les réservations ne deviendront définitives qu'à réception du formulaire de partenariat (joint à la fin du présent dossier) accompagné le cas échéant d'un bon de commande de votre société.

Les emplacements de stands seront attribués selon l'ordre d'arrivée des formulaires de partenariat.



MCO Congrès – SFMTSI 2023

Villa Gaby - 285 Corniche JF. Kennedy - 13007 Marseille

Tél. : +33 (0) 4 95 09 38 00

Contact : Siham Guandourro - siham.guandourro@mcocongres.com



SOCIÉTÉ
FRANCOPHONE
de MÉDECINE
TROPICALE et SANTÉ
INTERNATIONALE

Congrès de la Société Francophone
de Médecine Tropicale et Santé Internationale

SANTÉ EN MÉDITERRANÉE

Pathologies • Migrations • Environnement

BON DE COMMANDE PARTENAIRES

A retourner accompagné de votre règlement à MCO Congrès
SFMTSI 2023 à l'attention de Siham Guandourro
Villa Gaby - 285 Corniche JF. Kennedy - 13007 Marseille
par mail à siham.guandourro@mcocongres.com

Société (Nom pour facturation) :

Société (Nom pour communication) :

Contact :

Adresse :

.....

CP : Ville :

Tél. : Fax :

Email :

GOLD SPONSOR **4 500 € HT**

SILVER SPONSOR **3 500 € HT**

Sponsor 6m² **1 900 € HT**

Insertion d'une page de publicité dans le programme final 1 200 € HT

Diffusion d'une diapositive publicitaire intersession 1 200 € HT

Sponsoring des cordons badges (sponsor exclusif - 300 cordons à fournir) 700 € HT

Badge exposant supplémentaire 70 € HT

Sponsoring blocs-notes et stylos 300 exemplaires à fournir

TOTAL HT € HT

frais de dossier

+ assurance obligatoire 80 € HT

TVA 20% € HT

TOTAL TTC € TTC

BON POUR ACCORD ET ACCEPTATION DES CONDITIONS
GÉNÉRALES DE VENTES (AU DOS DE CETTE PAGE)
signature + cachet de la société :

PAIEMENT PAR CHÈQUE (en euros) libellé à l'ordre de MCO Congrès

PAIEMENT PAR VIREMENT BANCAIRE : RIB: MCO CONGRÈS BANQUE:

BANQUE CAISSE D'ÉPARGNE : Code banque 11315 - Agence 00001 - N° de compte 08011326289

Clé rib 03 - IBAN : FR76 1131 5000 0108 0113 2628 903 - BIC/SWIFT : CEPAFRPP131

L'exposant est tenu de verser au moins 100% de sa participation au moment de la commande de son stand. Le non paiement du solde entraîne l'annulation du droit de disposer de l'emplacement, et ce sans indemnité ni remboursement des sommes versées.

Je déclare avoir pris connaissance des conditions d'annulation, des délais de règlement, des Conditions Générales de vente précisées en dernière page et en accepter sans réserve ni restriction toutes les dispositions et renoncer à ce titre à tout recours contre l'organisateur.

Je déclare également avoir pris connaissance des informations relatives au Traitement des données figurant dans les Conditions Générales de vente conformément aux dispositions du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD).

CONDITIONS GENERALES DE VENTE MCO CONGRÈS

REGLEMENT DES EXPOSITIONS

DATE & DUREE - Article 1

L'organisation de la manifestation se réserve à tout moment le droit de modifier la date d'ouverture ou la durée de la manifestation, comme de décider sa prolongation, son ajournement ou sa fermeture anticipée, sans que les partenaires puissent réclamer aucune indemnité. Si la manifestation n'avait pas lieu, pour cas de force majeure ou cause indépendante de l'organisateur, y compris les conséquences d'incendie ou d'explosion, provenant des locaux du lieu de Congrès ou de quelque origine que ce soit, les sommes versées par les exposants resteraient de plein droit acquises à l'organisateur.

CONTROLE & ACCEPTATION DES ADHESIONS - Article 2

Les adhésions sont reçues sous réserve d'examen. L'organisateur statue à tout date époque sur les refus ou les admissions, sans être obligé de donner les motifs de ses décisions. L'adhésion refusée ne pourra arguer que son adhésion a été sollicitée par l'organisateur. Il ne pourra non plus invoquer la correspondance échangée entre lui et l'organisateur ou l'encaissement du montant de l'adhésion ou encore la publication de son nom sur une liste quelconque comme preuve de son admission. Le rejet de l'admission ne pourra donner lieu au paiement d'aucune indemnité autre que le remboursement des sommes versées à l'organisateur.

CLASSIFICATION - Article 3

L'organisateur détermine les emplacements des stands. Il pourra, à tout moment, s'il le juge nécessaire pour une cause quelconque notamment l'affluence des adhérents, modifier l'importance ou la situation dans les groupes des stands.

Aucune réserve ne sera admise de la part des adhérents. Si la modification porte sur la superficie concédée, il y aura lieu seulement à une réduction proportionnelle du prix du stand.

OBLIGATION DE L'ADHERENT - Article 4

Toute adhésion, une fois admise, engage définitivement et irrévocablement son souscripteur qui est désormais redevable du montant total de la facture - Art. 118 du règlement général des Foires et Salons. Le fait de signer une adhésion entraîne l'obligation d'occuper le stand ou l'emplacement attribué au moins 24 heures avant l'ouverture de la manifestation, de le laisser installé jusqu'à la clôture de la manifestation. Aucune demande de retrait d'adhésion, pour quelque motif que ce soit, ne pourra être examinée. L'acompte versé restera, en tout état de cause, définitivement acquis à l'organisateur. La souscription de l'adhésion comporte soumission aux dispositions du présent règlement et des règlements spéciaux insérés dans la brochure guide de l'exposant ainsi qu'aux mesures d'ordre et de police qui seraient prescrites tant par les autorités que par l'Administration. Toute infraction au présent règlement ou aux règlements spéciaux pourra entraîner l'exclusion immédiate, temporaire ou définitive de l'adhérent, sans aucune indemnité ni remboursement des sommes versées et sans préjudice des poursuites qui pourraient être exercées contre lui.

PAIEMENT - Article 5

Un acompte de 50 % du montant total dû doit être obligatoirement joint à la lettre de commande. Le solde devra être réglé à réception de la facture et en tout état de cause avant 4-30. A défaut de règlement aux échéances indiquées, l'organisateur pourra considérer sans autre formalité l'adhésion comme résiliée. La TVA est due par tous les exposants, sans exception quelle que soit leur nationalité. En effet elle s'applique à des prestations de services qui sont exécutées sur le territoire français. Toutefois, les exposants étrangers peuvent ensuite demander eux mêmes directement par l'intermédiaire d'organismes agréés, le remboursement de la TVA dans les limites de la réglementation en vigueur. L'organisateur ne pourra en aucun cas être sollicité pour assurer ces démarches.

CONDITIONS ANNULATION - Article 5bis

En cas d'annulation avant -90, une indemnité de 50% du montant de la commande sera conservée (ou reste due) si l'acompte n'a pas été réglé à cette date). Si l'annulation intervient après cette date, la totalité du montant de la commande reste exigible et sera conservée à titre d'indemnité de rupture.

DEFAUT D'OCCUPATION - Article 6

Le solde à la clôture de la facture ne sera en toute circonstance dû par l'exposant. Les stands ou emplacements qui n'ont pas été occupés par de l'ouverture de la manifestation pourront être attribués à un autre exposant, sans que l'adhérent non installé puisse réclamer quelque dommage que ce soit ou le remboursement des sommes versées par lui.

INTERDICTION DE CESSIION OU DE SOUS-LOCATION - Article 7

La cession de tout ou partie de stand ou d'emplacement est interdite. Toutefois, avec l'accord de l'organisateur, plusieurs exposants ressortissant d'une profession analogue ou complémentaire, pourront occuper un même stand en commun. Pour cela, il faudra que la demande en soit faite par un titulaire principal. « La demande de participation » que celui-ci présente, devra énumérer exactement chacun des candidats à ce stand collectif, étant précisé que les renseignements demandés dans ce formulaire devront être fournis également pour chaque candidat. L'organisateur se réserve d'agréer ou de refuser chacun de ces candidats. Le rejet de candidature de l'un ou de plusieurs d'entre eux ne saurait permettre aux autres d'annuler la réservation de leur stand collectif. Le titulaire principal de ce stand sera, envers l'organisateur, responsable personnellement et solidairement avec lui ou les exposants secondaires, du paiement des sommes diverses dues à quelque titre que ce soit à l'organisateur ou tout autre prestataire de services ou fournisseur de matériel présenté par celui-ci. Il en sera de même pour le respect de toutes les obligations incombant aux participants.

DECLARATION DES ARTICLES PRESENTES - Article 8

Les exposants doivent obligatoirement déclarer la liste complète des produits qu'ils désirent présenter. S'ils sont agents industriels ou commerciaux, ils sont dans l'obligation de mentionner également les noms et adresses des maisons dont ils se proposent d'exposer les produits. L'organisateur se réserve formellement le droit de faire enlever d'office tout produit n'étant pas indiqué sur le bulletin d'adhésion ou de procéder à l'expulsion de l'exposant n'ayant pas été agréé dans les conditions précitées, sans préjudice de l'application, à l'égard du contractant des sanctions prévues par l'article 4 du règlement de la manifestation.

MODIFICATION AUX STAND, DEGATS - Article 9

Au moment de la prise de possession du stand qui lui aura été attribué, l'adhérent sera dans l'obligation de faire constater les dégradations qui pourraient exister dans le ou les locaux mis à sa disposition. Cette réclamation devra être faite au Commissariat Général de la manifestation. Si le jour même de la prise de possession, passé ce délai, toute réparation à l'initiative de l'exposant. Dans les stands, il est défendu d'entailer ou de détériorer de quelque manière que ce soit, les cloisons, planchers ou plafonds et tout matériel fourni par l'organisateur. L'utilisation des parois, poteaux ou cliveurs des stands comme supports de poids ou d'efforts mécaniques est formellement interdite; toute infraction entraînera la responsabilité pleine et entière de l'exposant en cas de détérioration, de gêne pour les autres exposants, cela sans préjudice des sanctions prévues à l'article 4.

COMMISSION D'ARCHITECTURE - Article 10

Cette commission est chargée, dans le cadre du plan général d'esthétique et de décoration de la manifestation, décidée et imposée par l'organisateur, d'examiner tout projet de constructions ou installations personnelles qui pourraient être envisagées par les exposants (hangars, tentes, motifs publicitaires ou décoratifs, enseignes lumineuses, etc...). Les calicots sont strictement interdits dans tous les cas.

ENSEIGNES, AFFICHES - Article 11

Il est interdit de placer des panneaux réclame ou des enseignes à l'extérieur des stands en d'autres points que ceux réservés à cet usage. En cas d'infraction, l'organisateur de la manifestation fera enlever, aux frais, risques et périls de l'adhérent et sans aucune mise en demeure préalable, les éléments apposés au mépris du présent règlement.

TRAITS SPECIAUX - Article 12

Les responsables des stands dont les installations nécessiteraient des travaux spéciaux (suppression de cloisons, collage de planchers, etc...) devront le déclarer en observation sur leur bulletin d'adhésion en indiquant, autant que possible, leur importance. L'organisateur ne supportera les frais d'enlèvement de cloisons, ainsi que ceux de collage de planchers, à l'exclusion des autres travaux qu'à condition qu'il en soit averti 1 MOIS précèdent; passé cette date, ces diverses modifications seront facturées aux exposants.

MESURES DE SECURITE - Article 13

En ce qui concerne l'installation des stands, les matériaux pouvant être utilisés et d'une manière générale les mesures de sécurité à observer, les exposants et leurs installations sont tenus de se conformer aux dispositions des articles R 123-1 à R 123-55 du code de la construction et de l'habitat, de l'arrêté du 25 juin 1980 et de l'arrêté du 18 novembre 1987, relatifs à la protection contre l'incendie et la panique dans les établissements recevant du public, ainsi que toutes autres dispositions légales ou réglementaires en vigueur au moment de la tenue

de la manifestation. L'autorisation d'ouverture pourra être refusée pour les stands qui ne répondront pas aux prescriptions réglementaires de sécurité. Il est interdit de faire figurer dans les échantillons tous produits dont la fabrication, la mise en vente ou l'exposition sont prohibées. La distribution de ballons - réclame est absolument interdite dans l'enceinte de la manifestation. L'organisateur décline toute responsabilité en cas de décision de fermeture d'un stand, ordonnée par la Commission de sécurité pour insobriété des règlements en vigueur.

PRODUITS INTERDITS - Article 14

Les matières explosives et en général tous les produits dangereux ou nuisibles ne sont pas admis. Le fonctionnement des appareils, l'installation ou la distribution d'objets susceptibles d'apporter une gêne ou un danger pour les autres exposants ou pour les visiteurs sont interdits.

PUBLICITE - Article 15

La distribution de prospectus ne peut être faite qu'à l'intérieur des stands. La réclame à haute voix ou à l'aide micro est absolument interdite. La publicité des prix et la distribution d'objets publicitaires sont soumis à la réglementation générale des arrêtés ministériels. Il est interdit de faire une publicité quelconque en faveur de produits autres que ceux désignés sur le bulletin de participation. Toute publicité, soit au moyen de mimes, clowns et autres genres d'attractions, soit par utilisation d'appareils sonores, est formellement interdite.

LA VENTE A EMPORTER EST FORMELLEMENT INTERDITE - Article 16

Toute infraction aux présentes prescriptions entraînera la fermeture immédiate du stand et l'expulsion du contrevenant, sans qu'il puisse revendiquer le remboursement de tout ou partie des sommes versées pour sa participation, ni aucune autre indemnité.

TENUE DES STANDS - Article 17

Seules les réceptions ponctuelles sont autorisées sur les stands à condition qu'il n'y ait pas débordement sur les stands voisins ou allées. Les stands doivent être tenus dans un état constant de propreté impeccable. Ils doivent rester gards pendant la durée de la manifestation. Il est interdit de laisser les marchandises exposées recouvertes pendant les heures d'ouverture. Nul ne peut être autorisé à se tenir hors des stands pour vendre ou faire de la réclame pour un objet exposé ou non. Nul ne peut effectuer une publicité publique de quelque nature qu'elle soit, à l'intérieur de la manifestation.

ASSURANCE OBLIGATOIRE - Article 18

Les exposants sont tenus de souscrire à leurs frais auprès des assureurs de la police collective établie pour le compte des exposants et agréée par l'organisateur, une assurance « tous risques » et Responsabilité civile. La prime d'assurance obligatoire garanti jusqu'à une valeur limite :

1. Les marchandises exposées, les agencements et les installations des stands.

2. La responsabilité Civile de l'Exposant à l'égard des tiers.

Les organisateurs de stands collectifs ont l'obligation de faire souscrire à chacun de leurs exposants une assurance couvrant les mêmes risques que ci-dessus. L'organisateur renoncant en cas de sinistre à tout recours contre les adhérents et leurs préposés (le cas de malveillance excepté), tout adhérent, par le seul fait de sa participation, abandonne également tout recours contre l'organisateur. Les conditions particulières du contrat d'assurance sont à la disposition des exposants.

MACHINES EN DEMONSTRATION - Article 19

Toutes les machines en démonstration doivent être pourvues d'un dispositif de sécurité, notamment pour celles dont les organes mobiles peuvent être laissées sans surveillance d'un préposé de l'exposant, même si la barrière prévue par les règlements de sécurité a été établie.

HEURES D'OUVERTURE ET DE FERMETURE - Article 20

Les stands doivent rester ouverts tous les jours pendant les heures d'ouverture de la manifestation.

MISE A DISPOSITION DES EMPLACEMENTS - Article 21

Les stands seront mis à la disposition des exposants la veille du jour de l'ouverture de la manifestation (heures précisées dans le guide technique).

DOCUMENT CONTRACTUEL - Article 22

Seuls les documents rédigés en français, notamment en ce qui concerne le présent règlement font foi. Les traductions en langues étrangères ne sont qu'indicatives.

LIBERATION DES EMPLACEMENTS - Article 23

Tous les emplacements devront être remis en état aux frais de l'exposant et libéré UN jour après la date de clôture de la manifestation. La responsabilité de l'exposant reste engagée pour tous accidents ou réclamations pouvant résulter de la non exécution ou de l'exécution tardive de ces prescriptions. L'organisateur pourra faire procéder à l'enlèvement du matériel restant en place après le délai fixé, ainsi qu'à la remise en état de l'emplacement concédé, les frais engagés par ces opérations revenant dans tous les cas à l'exposant.

ATTRIBUTION DE JURIDICTION - Article 24

En cas de contestation, de conventions expresses entre parties, les Tribunaux de Marseille sont seuls compétents, même en cas de pluralité de défenseurs.

TRES IMPORTANT - Article 25

1. Interdiction formelle de démantéger les stands avant la fermeture de la manifestation, sauf autorisation expresse de l'organisateur.
2. Jusqu'à démantèlement complet des stands, il est fait obligation à tous exposants de prévoir un responsable sur son stand afin d'éviter pertes et vols.
3. Le non-respect des 2 clauses précédentes aura pour conséquence la non-garantie de l'assurance obligatoire en cas de vols et de pertes.

REGIE PUBLICITAIRE

Article 1er - La publication se réserve le droit de refuser toute annonce qui lui paraîtrait incompatible avec son caractère.

Le texte des annonces, les marques et les modèles présentés n'engagent que la seule responsabilité de l'annonceur.

Article 2 - Les annulations d'ordre de publicité ne pourront être acceptées qu'avec un préavis de 15 jours francs, à dater du jour de la signature du contrat.

Article 3 - En cas de vente, de modification de raison sociale, d'apport en société, tout signataire de cet ordre d'insertion s'engage à faire continuer ledite commande par la nouvelle Société.

Article 4 - Tout cliché ou texte qui ne sera pas parvenu dans les délais sera remplacé d'office par une reproduction typographique des éléments en notre possession. L'épreuve ou « Bon à tirer » sera adressée en deux exemplaires à chaque annonceur qui en aura fait la demande; l'autre d'un retour dans les trois jours de l'épreuve acceptée ou revue des éventuelles modifications, elle sera considérée comme acceptée.

Article 5 - Tout retard de parution dû à des cas fortuits ou de force majeure (en cas de grève notamment), ne peut entraîner de la part d'annonceur aucune annulation de l'ordre d'insertion, ni aucune contestation de paiement.

Article 6 - Tous les règlements doivent être envoyés à l'adresse indiquée sur l'ordre d'insertion. Ils sont payables à la remise de l'ordre ou à la parution sur justificatif, par chèque ou traite acceptée et domiciliée en fin de mois de parution.

Article 7 - A défaut de règlement dans les conditions prévues à l'article 6 ci-dessus, et passé le délai de 8 jours après une remise en demeure, le montant des sommes dues sera majoré d'une clause pénale de 20 % conformément aux dispositions des articles 12-26 et 12-29 à 12-33 du Code Civil.

Article 8 - Les recherches et l'édition des journaux assurés par MCO Congrès.

Article 9 - Nos traites et acceptation de règlement ne sont pas une dérogation au lieu de paiement qui demeure Marseille, même en cas de pluralité de défendeur et quelles que soient les indications contraires de nos correspondants pour tout litige nous opposant.

Article 10 - Tout litige relatif à l'exécution du présent ordre sera de convention expresse, de la compétence exclusive du TRIBUNAL DE COMMERCE DE MARSEILLE, même en cas d'apport en garantie ou de pluralité de défendeurs.

Article 11 - Le fait de traiter avec nous comporte l'acceptation pure et simple et sans réserve de nos conditions générales ci-dessus énoncées.

Article 12 - Aucune convention verbale non reprise ici ne pourra être prise en conséquence.

Article 13 - MCO Congrès s'engage à la réalisation complète de la revue dont il est le seul responsable auprès des annonceurs